

de 80 à 85c. du dollar pour nos exportations de blé, de porc et de bœuf à la Grande-Bretagne. Lorsque nous étions obligés d'acheter des articles de provenance américaine, comme les instruments aratoires et divers articles ménagers d'usage courant, il nous fallait envoyer \$1.17 pour chaque dollar afin d'obtenir les outils nécessaires à la production du blé qui se vendait 85c. le boisseau et du porc qui se vendait de 4 à 5c. la livre. Je ne désire donc pas le moins du monde retourner à ce régime, pas plus d'ailleurs que mes concitoyens.

Ils voudraient revenir au régime de l'économie entièrement libre. Qu'est-ce que nous vaudrait ce régime? Les monopoles au pays et les cartels à l'étranger; pas autre chose. Ni les membres de notre groupe, ni les Canadiens en général, ne voudraient certes revenir au régime de l'économie entièrement libre.

Quelle est l'attitude du Gouvernement? Il semble regarder des deux côtés à la fois. Certains députés, si on en croit leurs discours, semblent avides de progrès; ils regardent en avant, ils envisagent l'avenir, tandis que d'autres regardent en arrière. Si ce n'est pas présomptueux de ma part, j'aimerais donner un conseil au Gouvernement. J'étais un tout jeune homme quand je suis allé m'établir dans l'Ouest. J'y ai rencontré un rusé vendeur de chevaux qui m'a vendu une paire de ces bêtes. Une fois rendu chez moi je les ai attelés et quand j'ai pris les rênes pour les conduire, l'un d'eux s'est mis à regarder en arrière et à reculer. L'autre voulait aller de l'avant. Je n'ai jamais fait grand chose avec cette paire de chevaux tant que je n'ai pas échangé pour un autre celui qui regardait toujours en arrière.

M. Fulton: C'est un peu comme votre parti.

M. Wright: Les libéraux devraient échanger certains de leurs membres qui ne vivent que dans le passé. Ils devraient les faire passer dans le camp des conservateurs-progressistes; peut-être pourrions-nous compter sur des résultats.

J'aimerais parler maintenant de l'Ouest canadien, qui a toujours été une région où l'on pense à l'an prochain. C'est une région prévoyante. Notre parti a toujours songé à l'avenir. Nous croyons qu'un bel avenir est réservé au Canada, si seulement nous saisissons les occasions qui s'offrent à nous.

Au cours de leurs observations,—hier, c'était le ministre du Commerce (M. Howe) et, quelques jours auparavant, le ministre de l'Agriculture (M. Gardiner),—ces membres du cabinet ont parlé en des termes assez favorables de la production chez nous. Ils se sont exprimés en dollars. Notre production nationale brute dépasse un peu 15 milliards et notre production agricole brute est d'environ 2,800 millions cette année; mais, à

[M. Wright.]

mon sens, nous ne devrions pas nous servir des dollars en tant que mesure de notre progrès. Il serait plus juste de parler du volume de la production des marchandises. Le volume actuel de la production des marchandises au Canada est à peu près le même qu'il était en 1944 et en 1945. Exprimée en dollars, la production est plus forte; mais, mesurée en volume, elle n'accuse qu'une légère augmentation. Il fallait s'y attendre, car nous produisons, en 1944 et 1945, des denrées typifiées: c'était une production de guerre. Même les produits destinés à nos foyers étaient normalisés. Il était naturel que le volume de la production augmentât. Immédiatement après la fin des hostilités, la population a réclamé une production plus variée; d'où, et c'est logique, volume de production moindre. Il convient de féliciter le Gouvernement d'avoir ramené la production au niveau des années 1944 et 1945.

En dépit de cette production accrue, nous constatons un sentiment d'incertitude en ce qui concerne l'avenir, quand nous lisons les journaux financiers, les rapports des banques à charte et ceux de la Chambre de commerce du Canada, de l'Association des manufacturiers, de la Fédération des agriculteurs canadiens, des divers groupements ouvriers. Dans les exposés qu'ils ont présentés au cours du présent débat, les ministres nous ont dit où nous en étions, mais ils ne nous ont pas indiqué ce que l'avenir nous réserve. Quelques-uns des organismes que je viens de mentionner nous mettent en garde contre un fléchissement des affaires. Il en est même qui prévoient une crise. La meilleure façon de précipiter une crise économique, c'est de continuer d'en parler jusqu'à ce que tout le monde soit pris de panique. Le Gouvernement n'a pas pris les bons moyens d'éviter la crise.

Qu'il me soit permis de citer une déclaration publiée dans le *Monetary Times* et qui, je crois, reflète les idées exprimées dans nos revues. Je cite:

Les hommes d'affaires se plaignent que de leur vie ils n'ont jamais connu une époque où il était aussi difficile de prévoir l'avenir intelligemment tant la situation internationale est remplie d'impondérables, et le meilleur moyen, selon eux, de choisir la voie à suivre dans l'avenir, c'est au moyen d'une épingle pliée, comme le font les Chinois aux courses.

Si les grands industriels de notre pays sont confus au point de reconnaître qu'ils n'ont aucun plan pour l'avenir, qu'ils sont contraints d'attendre patiemment les événements, il est temps que nous ayons au pays un gouvernement qui soit disposé à élaborer des programmes pour l'avenir et à les faire connaître au peuple.

A quoi faut-il attribuer la situation actuelle? Pourquoi les industriels, les cultivateurs et les